

L'ÉDITO

Dominique Berns

LA CHINE S'EST ÉVEILLÉE, L'EUROPE DOIT SE RÉVEILLER

L'Europe craint de « faire entrer le loup dans la bergerie » – comprenez : de donner accès aux segments les plus sensibles de nos réseaux de communication (et aux données qui y circulent) aux équipementiers chinois,

notamment au plus connu d'entre eux, Huawei.

La préoccupation est légitime, bien qu'un peu tardive. Elle sera bénéfique si les Européens prennent la mesure du problème, qui dépasse – et de loin ! – Huawei et (l'espionnage de) nos réseaux 5G.

Car de quoi s'agit-il, au fond ? De

ceci : le nez contre le mur, l'Union prend conscience de l'avance technologique chinoise – et de son propre retard (et donc de sa dépendance) – dans ce secteur, comme dans bien d'autres secteurs d'avenir. Encore faut-il en tirer les (bonnes) leçons.

La Chine, se plaint-on, ne joue pas le jeu. Pékin use, voire abuse de son statut d'« économie en développement », pour – nous

explique-t-on – fausser la concurrence en faveur de ses entreprises. Tous les pays aujourd'hui avancés l'ont fait, à un moment ou à un autre.

L'enjeu dépasse – et de loin ! – Huawei et (l'espionnage de) nos réseaux 5G

Aujourd'hui, Pékin utilise tous les outils à sa disposition – du rachat d'entreprises technologiques étrangères, notamment euro-

péennes, au soutien massif à l'innovation locale – pour assurer à ses « champions » le futur leadership technologique. Étonnant ? Non.

Croyait-on vraiment, il y a vingt ans, que les dirigeants chinois avaient pour seule ambition de faire de leur pays une gigantesque usine où les Occidentaux pourraient indéfiniment faire produire, sous licence et à bon marché, les biens qui assurent leur confort quotidien ?

L'Union peut bien sûr militer en faveur d'une révision des règles du commerce international, afin que celles-ci limitent les possibilités d'intervention des États, s'agissant notamment du soutien direct ou indirect aux entreprises nationales ou de la fermeture des marchés publics aux entreprises étrangères. Autrement dit : tenter de vendre son propre modèle. Mais pourquoi diable la Chine accepterait-elle d'abandonner

une politique industrielle active qui lui a, jusqu'ici, particulièrement bien réussi ?

Alors, que faire ? Mettre en œuvre, au niveau européen, une politique industrielle ambitieuse. Et se doter des outils favorisant la création de « champions européens » : du soutien à la recherche et développement, à la préférence dans les marchés publics, en passant par la fiscalité et, au besoin, par la protection commerciale ou l'actionariat public.

Ce qui suppose deux choses : que l'Union cesse d'idolâtrer le marché, la concurrence et le libre-échange ; et qu'elle comprenne que, s'il s'agit d'assurer la prospérité future du Vieux Continent, la politique économique doit être axée, non sur la réduction des déficits budgétaires ou sur la flexibilisation du marché du travail, mais sur le renouveau industriel.